

# En Algérie, le pouvoir discrédité par l'épidémie de choléra

## Analyse

CHARLOTTE BOZONNET

Le Monde Afrique

C'est un déplacement qui fait désordre. Le président algérien, Abdelaziz Bouteflika, s'est rendu en Suisse, lundi 27 août, pour y subir des contrôles médicaux. Le communiqué de la présidence précisait qu'il s'agissait d'examens «*périodiques*» – comprendre qu'il n'y a là rien d'anormal. Le même jour, le ministère de la santé actualisait le bilan de l'épidémie de choléra qui s'est déclarée dans le pays en août : 59 cas confirmés et deux morts.

Le chef de l'Etat est bien rentré à Alger le 1<sup>er</sup> septembre, mais le télescopage des deux actualités a eu un effet désastreux. Sur les réseaux sociaux, les messages empreints de colère ou d'amertume se sont multipliés. «*Bouteflika en Suisse pour raison médicale. Aucun hôpital en Algérie n'est assez bon pour lui, apparemment*», soulignait un Tweet, tandis qu'un autre interrogeait : «*Est-ce que quelqu'un peut expliquer le métier de président à notre président : un président n'abandonne pas son peuple quand il y a crise.*» De son côté, une journaliste s'étonnait : «*Donc, quand Bouteflika se déplace à Genève, c'est un événement et ça mérite un communiqué de la présidence. Mais tout le scandale autour du choléra, ce n'est pas assez grave, important, urgent?...*» Les internautes réagissaient à la brutalité, au moins symbolique, du décalage entre un chef de l'Etat qui va recevoir des soins de pointe à l'étranger et une population confrontée à une épidémie d'un autre âge.

### «*DÉSASTRE SANITAIRE*»

Le choléra, qui se manifeste par des diarrhées et vomissements et peut être mortel, est lié au manque d'hygiène. «*A l'échelle mondiale, le choléra reste toujours une menace et il est l'un des principaux indicateurs du développement social*», écrit l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur son site, rappelant que «*si cette maladie n'est plus une menace dans les pays appliquant des règles minimales d'hygiène, elle*

*présente toujours un défi dans les pays qui ne peuvent garantir l'accès à de l'eau de boisson saine et à des conditions d'assainissement suffisantes. Presque tous les pays en développement doivent faire face à des flambées épidémiques de choléra ou à la menace d'épidémies*».

Quel rapport entre l'Algérie et une telle description ? Puissance pétrolière et militaire, elle est classée quatrième économie d'Afrique par la Banque mondiale. D'où le désarroi de nombreux Algériens, dans un pays où l'on n'avait pas observé cette maladie depuis vingt-deux ans, qui voient dans la crise actuelle la manifestation des dysfonctionnements du pays.

«*Dans ce désastre sanitaire, ce n'est évidemment pas le système de santé qui est le seul à être incriminé. C'est toute notre organisation qui est*

*en cause*», a dénoncé le petit parti d'opposition Jil Jadid dans un communiqué, listant «*l'hygiène publique qui n'est plus assumée par les autorités tant locales que nationales, l'éducation en général et l'éducation civique en particulier, la gestion de l'eau, de l'exploitation des sources hydriques, de la manipulation des produits phytosanitaires, des médicaments, etc.*» Sur les réseaux sociaux, les photos d'immondices non ramassées dans les cours d'immeubles ou les rues ont fleuri. Les manquements dans les services de voirie et de ramassage d'ordures sont une préoccupation quotidienne des Algériens depuis de nombreuses années.

Dans une tribune publiée le 27 août sur le site Middle East Eye et intitulée «*Algérie : la gouvernance aux temps du choléra*», le journaliste et écrivain Adlène Meddi pointe la puissance publique «*paralysée par son incompétence, son manque de légitimité aux yeux de la société, et parfois par son déficit de crédibilité causé par les pratiques de la rapine et de la corruption endémique. [...] Même si des maires tentent de lutter contre la gabegie généralisée, ils ne peuvent pas faire grand-chose : les élus ont moins de prérogatives que les administrateurs désignés par l'Etat*».

La communication brouillonne des autorités a ajouté à la confusion. Il y a d'abord leur manque de réactivité. Il a fallu attendre le 23 août pour que l'épidémie soit officiellement annoncée. Le 20 août, on parlait encore de cas de gastro-entérite, alors que la nature du problème était visiblement connue dès le 17 août. Vinrent

ensuite les contradictions entre responsables. Le ministre de la santé, Mokhtar Hasbellaoui, cité par l'agence de presse officielle APS, déclarait le 26 août que l'épidémie serait éradiquée dans les trois jours. Une affirmation démentie par son ministère puis par le professeur Abdelouahab Bengounia, ancien chef du service épidémiologie du plus grand hôpital du pays.

Cafouillage également s'agissant de l'identification de la source de l'épidémie. Une source d'eau située dans la wilaya de Tipaza (70 km à l'ouest d'Alger) avait été désignée par le ministre de la santé, tandis que d'autres mettaient en cause l'eau utilisée pour l'irrigation. Au 28 août, l'origine restait toujours incertaine.

Le 30 août, les autorités annonçaient que le nombre d'hospitalisations était en forte baisse

et qu'une seule région sur les six touchées restait concernée. Mais l'épisode aura mis en lumière la perte de confiance de la population algérienne vis-à-vis de ses dirigeants. La majorité des Algériens expliquent mener leur vie sans tenir compte de ce qui peut se passer « là-haut », au sommet, où des dirigeants vieillissants ne semblent pas vouloir lâcher le pouvoir et le gèrent entre eux dans une opacité déconcertante.

Le degré de défiance a été illustré par cette scène : face aux caméras, des dizaines d'habitants sont allés boire l'eau de la source incriminée à Tipaza, pour bien montrer qu'ils n'accordaient aucun crédit aux déclarations officielles. Malgré les messages rassurants des responsables sur la maîtrise de l'épidémie, on compte avant tout sur soi pour se protéger. ■

## **LES ALGÉRIENS VOIENT SURTOUT DANS CETTE ÉPIDÉMIE LA MANIFESTATION DES DYSFONCTIONNEMENTS DU PAYS**